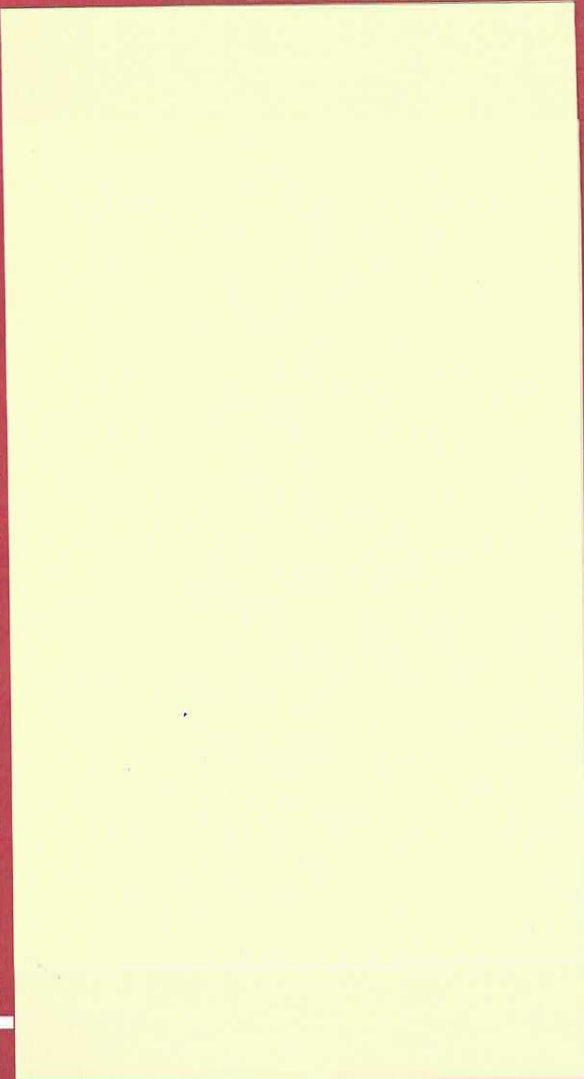
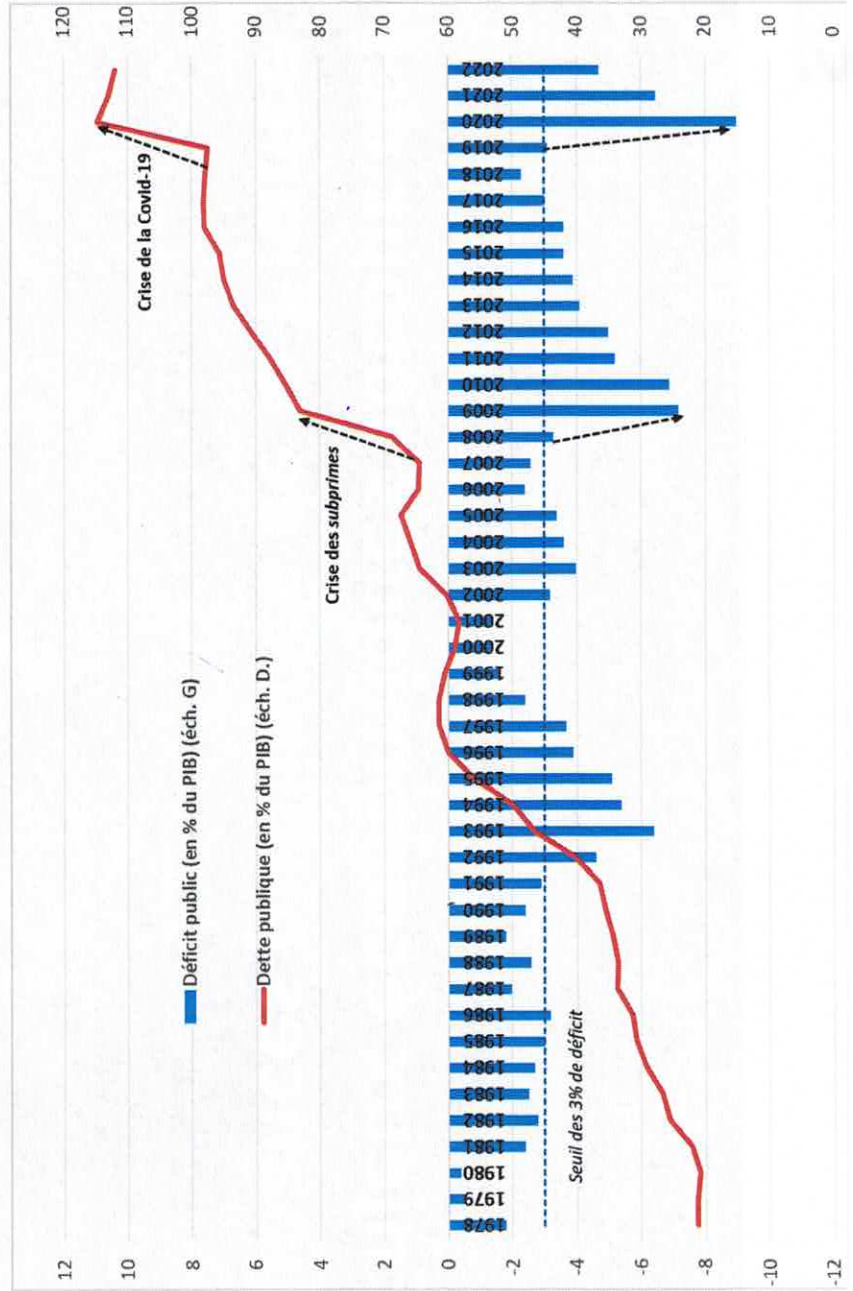


# Enjeux économiques autour des finances publiques de la France



## Une dette publique en hausse...amortisseur de crises majeures

- **Une hausse continue de la dette publique depuis plus de 40 ans**
- Une relative stabilité entre 1996 et 2007
- 2 chocs majeurs au cours des 15 dernières années qui marquent des ruptures dans la trajectoire des finances publiques
  - Suite à la crise des *subprimes*, il faudra près de 10 ans pour retrouver le niveau de déficit d'avant crise malgré les mesures d'austérité fiscale
  - Le « quoi qu'il en coûte » a conduit à augmenter la dette publique de 14 points de PIB entre 2019 et 2022



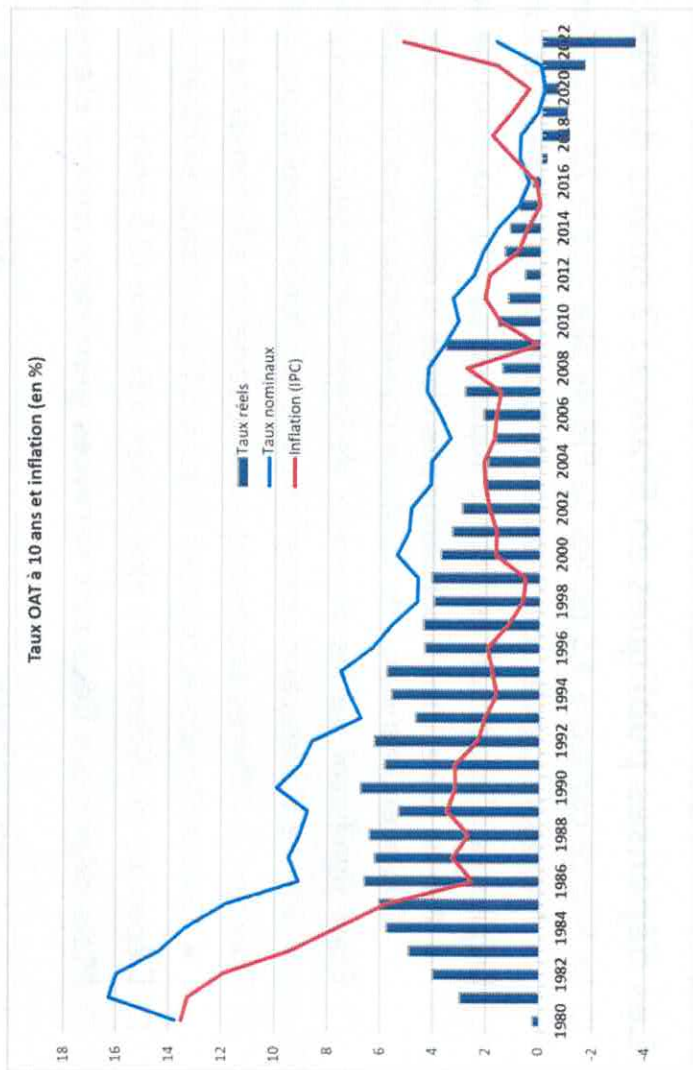
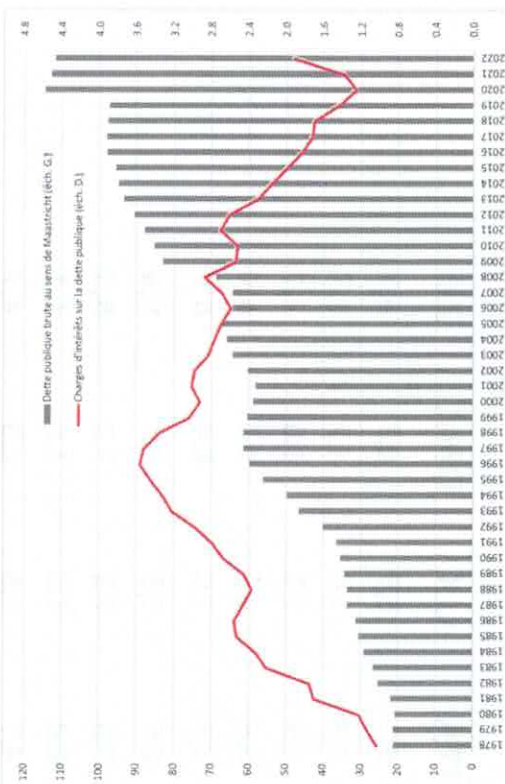
Sources : Insee, calculs auteur



# Une dette publique en hausse...amortisseur de crises majeures

## La dette publique a augmenté mais la charge d'intérêts a baissé

- Grâce à la forte baisse des taux d'intérêts
  - Les taux OAT à 10 ans sont passés de plus de 14% jusqu'en 2008 à 0% en 2020-21...mais remontent depuis 2022
  - Mais les taux réels sont encore fortement négatifs
- Des taux d'intérêts réels élevés mettraient une lourde pression sur les finances publiques de la France
  - Le risque principal serait que les taux d'intérêts réels soient durablement au-dessus de la croissance ⇒ effet « boule de neige »



Sources : Insee, OCDE, calculs auteur

## La dépense publique passée au crible / Caractéristiques par rapport à nos voisins

### Les dépenses publiques en France : 7 points de PIB au-dessus de celles de la zone euro (ZE)

- La France consacre 4,5 points de PIB de plus que la ZE à sa protection sociale ⇒ **explique 2/3 de l'écart total**
  - Prestations sociales sont à plus de 90 % sont d'origine publique et concentrées à 80 % sur la retraite et la santé.
- Dépenses d'éducation en France supérieures à la moyenne de la zone euro (0,5 point de PIB)
  - Part de jeunes dans la population plus élevée et dépense privée très faible. Dépense totale par élève/étudiant dans la moyenne de l'UE et est inférieure à de nombreux pays européens (Autriche, Suède, Belgique, Danemark, Pays-Bas, ...).
- Ecart significatif sur les dépenses de logement et équipements collectifs (0,7 point de PIB)
  - Effet lié à la structure démographique et à la faible densité de population sur le territoire (2 fois moins que l'Allemagne ou l'Italie).
- Fonction « Affaires économiques » supérieure à la moyenne de la ZE (0,5 point de PIB)
  - Crédits d'impôts et certaines niches fiscales et sociales qui bénéficient principalement aux entreprises (0,5 point de PIB).
- Dépenses de défense les plus élevés d'Europe (0,5 point de PIB) avec l'arme nucléaire
- **Mais dépenses liées aux services généraux moins élevées (-0,3 point de PIB)**

En % du PIB (2021)	ALL	FRA	ITA	UK	DNK	ZE
Services généraux	6,2	5,8	8,1	5,9	6,0	6,1
Défense	1,1	1,8	1,4	1,0	1,2	1,3
Ordre et sécurité publics	1,7	1,7	1,9	2,0	1,0	1,7
Affaires économiques	6,0	6,9	6,6	6,5	4,1	6,4
Protection de l'environnement	0,6	1,0	1,0	1,0	0,4	0,9
Logement et équipements collectifs	0,5	1,3	0,5	0,5	0,1	0,6
Santé	8,6	9,2	7,6	7,3	9,2	8,3
Loisirs, culture, cultes	1,1	1,4	0,8	1,2	1,6	1,1
Enseignement	4,5	5,2	4,1	4,6	6,0	4,7
Protection sociale (hors santé)	20,9	24,8	23,4	20,6	21,1	21,2
<b>Total</b>	<b>51,3</b>	<b>59,0</b>	<b>55,3</b>	<b>50,6</b>	<b>50,8</b>	<b>52,3</b>

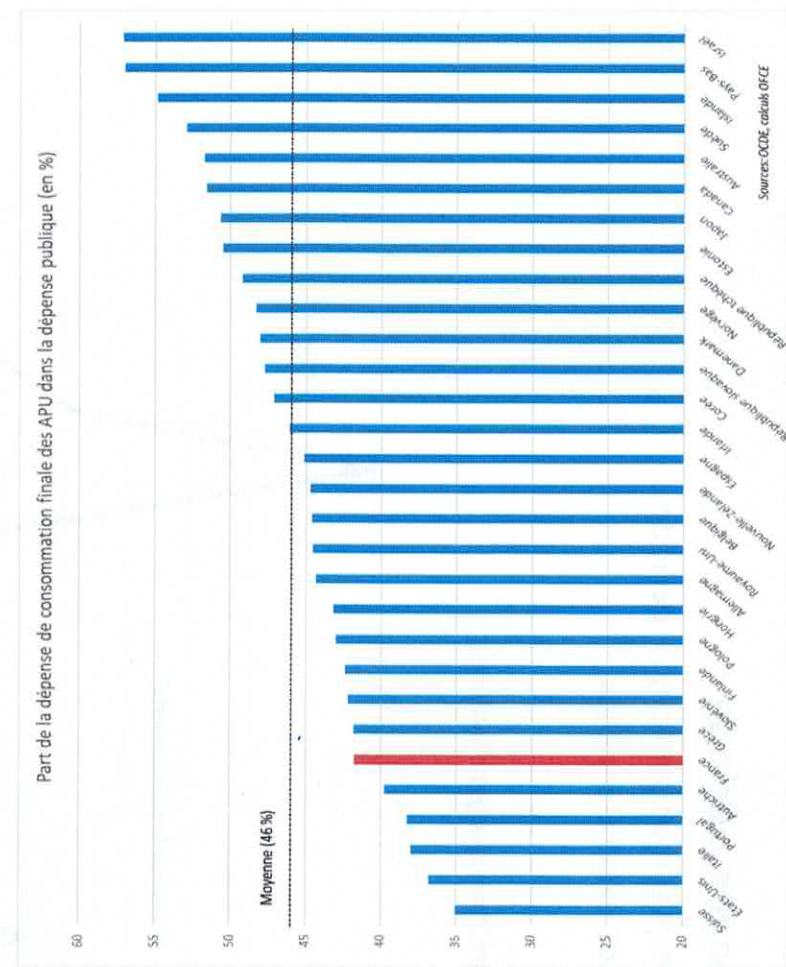
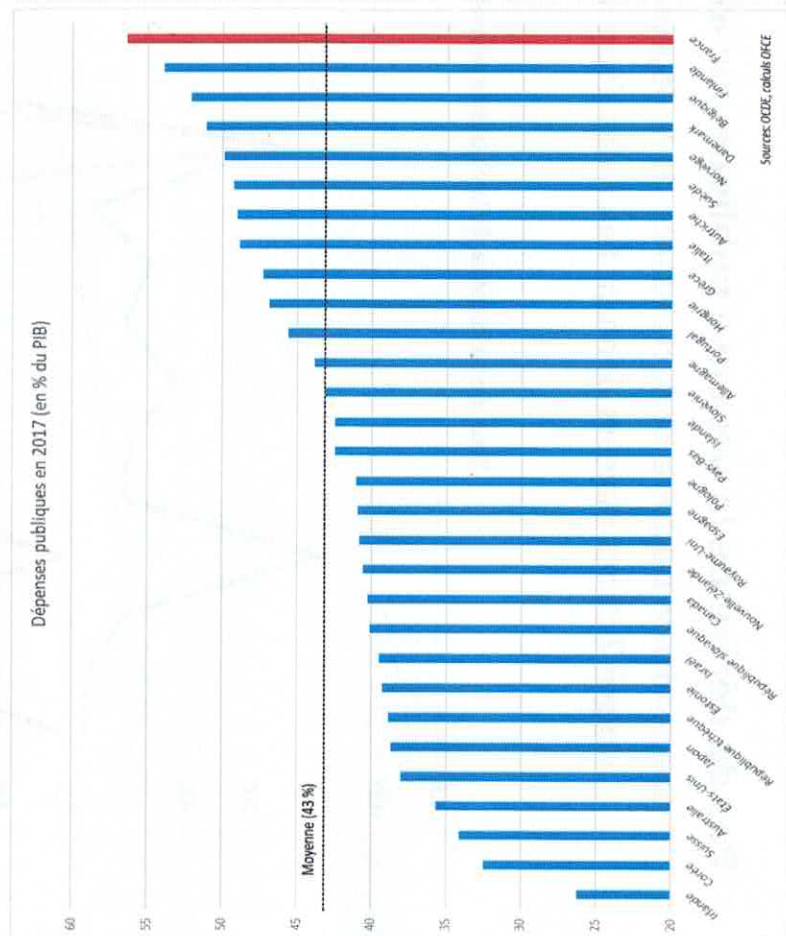
Source : Eurostat



## Mesure de la dépense publique : on mélange des choux et des carottes

### ❑ Problème du périmètre de la dépense publique

- ❑ Ensemble très hétérogène : dépenses sociales, infrastructures publiques, aides aux entreprises (Crédit Impôt Recherche...), rémunérations des fonctionnaires, les charges d'intérêts sur la dette publique
- ❑ Dépenses publiques incluent les transferts sociaux qui ne produisent pas de valeur ajoutée
  - Pensions de retraite, indemnités chômage, minima sociaux, allocations familiales...
- ❑ Consommation finale des administrations publiques est une composante du PIB mais elle ne représente qu'une part de la dépense publique :
  - Forte différence entre les pays

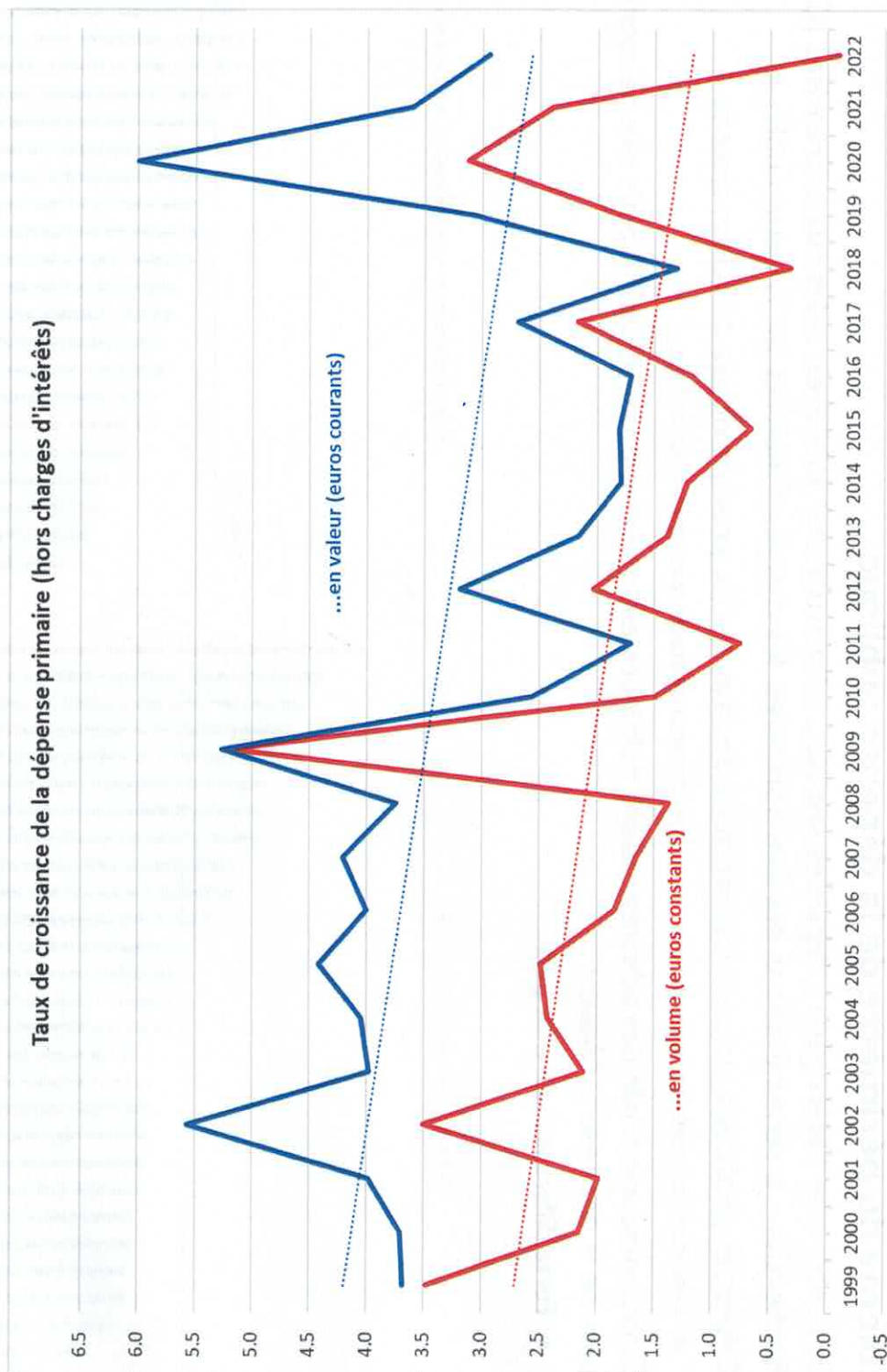


Sources : Insee, OCDE, calculs auteur

# Une dérive de la dette publique mais pas de la dépense publique...

## ❑ Pas de dérive de la dépense publique sur longue période :

- ❑ une tendance baissière de la croissance de la dépense publique sur longue période...
- ❑ ...malgré 2 chocs majeurs donnant lieu à des dépenses exceptionnelles

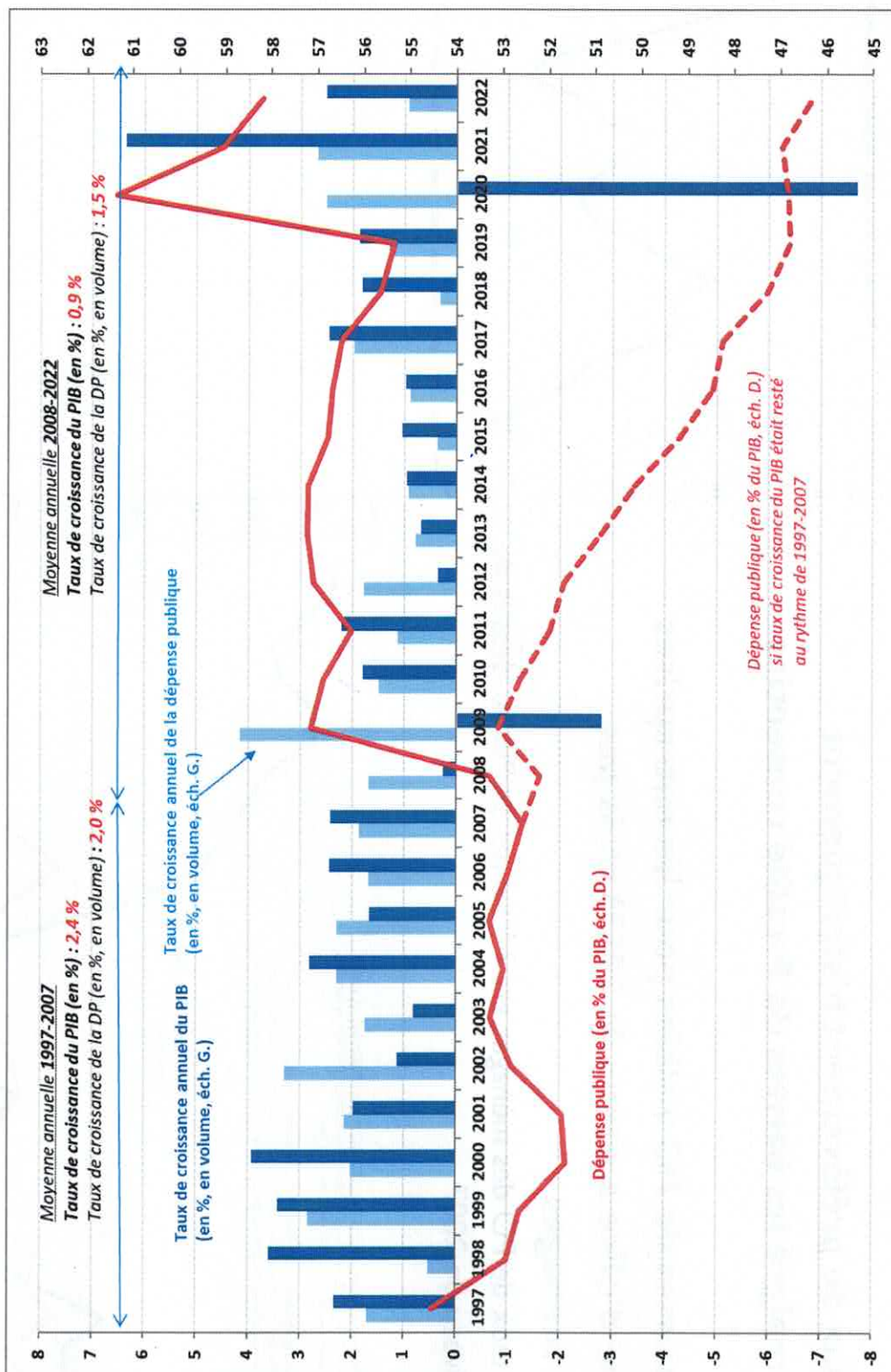


Sources : Insee, calculs auteur



...mais une croissance qui s'affaisse depuis 15 ans face aux chocs multiples

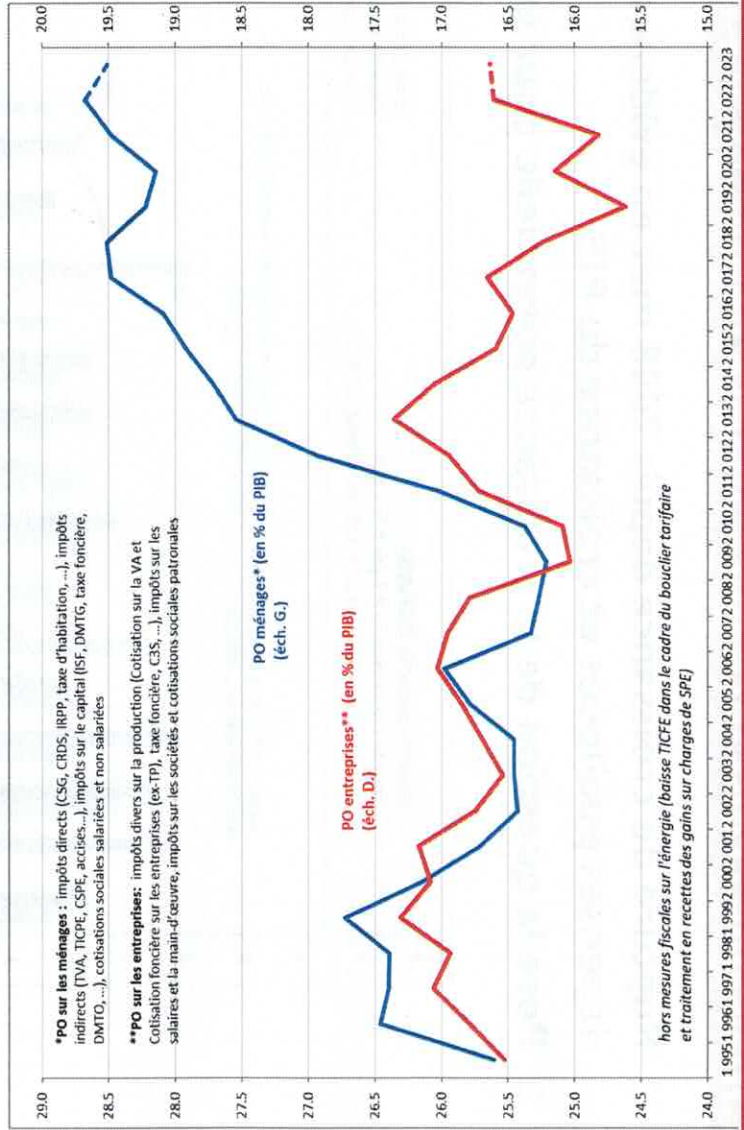
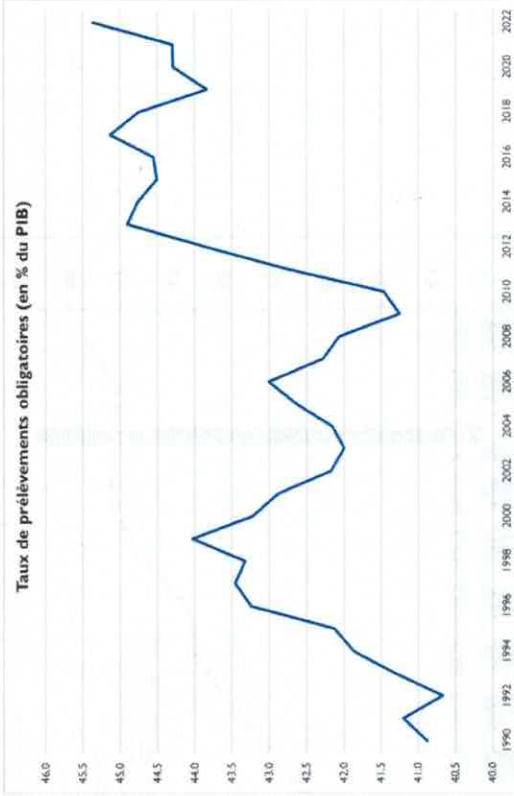
- ❑ Rupture de croissance depuis 2008 met en évidence le lien entre soutenabilité des dépenses publiques et croissance du PIB
- ❑ Pose la question de la croissance potentielle pour les décennies à venir ?



Sources : Insee, calculs auteur

# Le levier de la fiscalité ? Des marges limitées

- Un taux de prélèvement historiquement élevé... malgré les baisses de fiscalité consenties
- Des baisses de PO visibles pour les entreprises (politique d'offre à partir de 2013) mais pas pour les ménages
- Le taux de PO des ménages est 3,5 points de PIB au-dessus de son niveau de 2007



Sources : Insee, calculs auteur



## Réduire le déficit et la dette sans casser la « faible » croissance

- ❑ Une réduction brutale des dépenses publiques ou une hausse marquée des prélèvements obligatoires (PO) conduirait à une récession
- ❑ La taille du multiplicateur budgétaire est déterminante
  - Dépend de nombreux paramètres : ciblage des instruments, position dans le cycle économique, politique monétaire, situation économique des partenaires commerciaux...
  - Eviter une consolidation budgétaire trop rapide sur une économie fragile, effet contreproductif
    - ❑ Expérience « catastrophique » de la zone euro en 2012-13
    - ❑ Voir Simulateur Debtwatch (OFCE)

Tableau 3. Effets sur le PIB en volume d'une impulsion budgétaire de 1 pt de PIB selon différents modèles

Dépense publique générique					
	1 an	2 ans	3 ans	5 ans	LT
Mésange	0,8	1,1	1,0	0,9	0,2
e-mod.fr	0,6	0,9	0,9	0,6	—
Investissement public					
	1 an	2 ans	3 ans	5 ans	LT
Mésange	1,3	1,4	1,2	0,6	0,2
Opale	0,8	1,1	1,2	—	—
e-mod.fr	1,0	1,1	1,1	0,8	—

Sources : Daubaire et al. (2017), Ducoudré et al. (2017), Dufernez et al. (2017) et OFCE (2017).

## Principaux enjeux macroéconomiques autour des finances publiques

### Les mesures pour répondre aux crises représentent encore 1,8 points de PIB en 2023

- Leur réduction à venir représente un potentiel d'économie de près de 50 Mds

En % du PIB	2020	2021	2022	2023
Mesures d'urgence	3.0	2.5	0.6	0.1
Mesures de relance (hors baisse impôt sur la production)	0.1	0.9	0.8	0.4
France 2030	0.0	0.0	0.2	0.2
Mesures énergie	0.0	0.1	0.9	1.0
Mesures Pouvoir d'achat	0.0	0.0	0.3	0.1
<b>Total</b>	<b>3.1</b>	<b>3.5</b>	<b>2.8</b>	<b>1.8</b>

### Mais de nouveaux besoins / nouvelles dépenses à financer apparaissent

- 66 Mds par an d'investissement (dont la moitié public) pour la transition énergétique (Rapport Pisani-Mahfouz)
- Loi de programmation militaire : 413 Mds sur la période 2024-2030
- Santé / Dépendance, réindustrialisation, éducation, hausse de l'indice fonction publique avec l'inflation...

### Gagner en efficacité / productivité sur certaines dépenses (numérisation, réduire les dépenses improductives, doublons...) et diminuer les niches fiscales (brunes notamment)

### Hausse de la fiscalité sur le capital / sur les bénéfices exceptionnels ?

- Accumulation d'une sur-épargne considérable (près de 200 Mds d'euros) depuis 2020 et valorisation des actifs financiers historiquement élevés /
- Surtaxe exceptionnelle de crise à partir d'un certain niveau de bénéfices ?

### La croissance potentielle au cœur du réacteur : déterminant pour la soutenabilité des finances publiques

- Rehausser les gains de productivité et le taux d'emploi : innovation, R&D, investissement, formation-éducation, politiques industrielles...
- Enjeu crucial autour de la croissance verte et sa compatibilité avec la neutralité carbone en 2050

### Une cible d'inflation plus élevée que 2 % (mais maîtrisée) facilite le désendettement

- Taux réels négatifs / Le niveau de déficit à partir duquel la dette, en points de PIB, diminue est plus élevé (comptable)